

Introduction

Autor(en): **Nagelmackers-Voinov, Misha / Saussure, Nicolas de**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **65 (2007)**

Heft 4: **Échelles et enjeux de la ville ; Essentiel de la finance 2007**

PDF erstellt am: **24.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

INTRODUCTION

MISHA NAGELMACKERS-VOINOV

Membre de la direction, Responsable Personal Finance BCGE

misha.nagelmackers@bcge.ch

NICOLAS DE SAUSSURE

Membre de la direction, Responsable Etat-major et communication BCGE

nicolas.de.saussure@bcge.ch

Les séminaires «BCGE l'essentiel de la Finance» ont eu lieu en septembre dernier pour la cinquième année consécutive au Centre de formation de la Banque Cantonale de Genève à Conches. Clients et partenaires de la banque – professionnels de l'immobilier, personnalités publiques, entrepreneurs et dirigeants d'entreprise, responsables financiers de communes – étaient conviés à cette désormais traditionnelle «Université d'automne» pour débattre de thèmes en lien avec les enjeux critiques touchant à la finance et à la gestion d'entreprise.

Professeurs d'université suisses et internationaux, dirigeants d'entreprise, administrateurs de société et experts reconnus ont partagé leurs connaissances et visions prospectives dans des domaines aussi variés que la finance moderne, la planification financière des institutions publiques, la protection de la sphère privée, les retraites, la conduite d'entreprise et la gouvernance ainsi que les nouveaux défis pour les emplois de CEOs et de dirigeants d'entreprise.

Contributeur au développement économique régional, la BCGE a pour valeurs un partenariat intègre, équitable, loyal, indépendant et transparent. Partenaire des acteurs les plus influents comme des plus modestes, défenseur d'une philosophie d'investissement prudente et respectueuse de chaque investisseur, la BCGE revendique l'existence d'une finance classique et simple, se défendant des modes passagères.

C'est dans cet esprit que la Banque Cantonale a souhaité partager avec les lecteurs de la Revue Economique et Sociale, quelques unes des contributions-phares du séminaire «BCGE l'essentiel de la Finance». Elles proposent modestement quelques opportunités de se projeter en dehors du cadre établi («think out of the box»), de regarder au-delà des frontières, d'élargir nos horizons et d'aborder de nouvelles stratégies. Nous offrons également au lecteur la possibilité de faire un «tour de contrôle» de sa situation grâce à la rubrique «questions – perspectives» figurant en fin de chaque article et faisant office de check-list et d'aide à la décision.

L'évolution de la finance d'entreprise touche désormais les sociétés de toutes tailles. Longtemps réservés aux plus grandes, les instruments financiers tels que LBOs sont désormais également utilisés par les plus petites. Des entreprises familiales se transforment en holding, voient des partenaires stratégiques ou financiers prendre des participations à leur capital, entrent en bourse et se confrontent aux règles des marchés financiers. Quel impact cela a-t-il sur la rentabilité et le développement à long terme, sur la capacité d'investissement et sur l'emploi? Quelles sont les stratégies les plus appropriées lors de transmissions ou de cessions d'en-

treprise? Comment valoriser la société dans ce contexte? Ces enjeux passionnants étaient notamment au centre de la contribution de David Thesmar, Professeur associé de finance et d'économie, HEC Paris (page 129).

La planification financière est un instrument fort utile et adopté par de nombreuses entreprises et institutions. Quel bénéfice une commune, même de taille modeste, peut-elle en tirer? Est-ce un instrument réservé aux grandes collectivités? Quel est son apport dans une démarche de politique économique générale et une réflexion stratégique à moyen et à long terme? Quelles questions se posent pour quelles échelles de temps? Comment assurer une approche dynamique de la planification? Aux côtés de professionnels reconnus dans le domaine de la planification financière, ces thématiques furent traitées par Bernard Dafflon, Professeur de finances publiques Département d'économie politique, Université de Fribourg (page 137).

La sphère privée et le secret sont non seulement des droits de la personne mais aussi des conditions de succès de toute entreprise. Comment protéger la propriété intellectuelle et les talents face aux possibles dérives d'une économie privilégiant le «tout transparent»? Si le respect de la sphère privée constitue un droit fondamental, en est-il pour autant un droit éternel ou mérite-t-il que ses limites soient réaffirmées? Les défis posés par la définition de patrimoine privé ou de patrimoine public ainsi que ceux de la défense des droits et prérogatives y relatives, sont développées par Denis Croze Directeur Secteur du droit d'auteur et des droits connexes, Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) (page 155). Beat Kappeler, Economiste et journaliste, membre de la Commission fédérale de la Communication (page 165) présente sa vision de la transparence et le rôle que peuvent jouer trois complices/acteurs incontournables: le citoyen, le marché et les médias.

La retraite dure toujours plus longtemps et il faut bien la financer. Le débat sur la durée du travail est lancé. En parallèle, la structure de notre économie évolue, de nouvelles formules de travail apparaissent, et les marchés financiers se transforment. Tous ces facteurs sont autant de défis pour les caisses de pension. Pourront-elles y répondre? Les Suisses doivent-ils apprendre à accepter plus de risques? Face à l'évolution de la prévoyance professionnelle, comment s'adapter pour en tirer le meilleur parti? Comment satisfaire à la fois les besoins du chef d'entreprise, de sa société et les attentes des salariés? Ces enjeux passionnants étaient au centre de la contribution de Graziano Lusenti, Dr ès sciences politiques, Expert diplômé en assurances de pension, Managing Partner, Lusenti Partners (page 171).

L'entreprise est de plus en plus observée et commentée. Les investisseurs la questionnent. De nouveaux acteurs économiques puissants cherchent à investir dans des sociétés dont ils ne partagent pas toujours la stratégie. Quelle que soit la taille de l'entreprise, sa direction et son conseil d'administration sont confrontés à de nouvelles pressions, à de nouveaux pouvoirs et contre-pouvoirs. Ces contraintes font évoluer les conditions de l'efficacité managériale. Les rapports entre le patron, la direction et le conseil d'administration de l'entreprise changent. Telle est l'essence de la contribution de Georges Canto, Professeur, Université de Lyon (page 177).

A l'heure où tout le monde parle d'énergie et d'environnement, il semblait utile d'aborder les conséquences des nécessaires économies d'énergie dans le domaine de l'immobilier et de la construction. A cet égard, Claude-Alain Roulet, Ingénieur physicien EPUL, Dr ès sciences, Professeur titulaire EPFL, présente ses réflexions sur comment concilier qualités d'usage des bâtiments et contraintes énergétiques (page 183).